

L'AGRICULTURE

LE PROGRAMME D'AIDE À L'ENTRETIEN DES TROUPEAUX—ON PROPOSE D'EN PROLONGER L'APPLICATION D'UNE ANNÉE—RECURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

M. Jack Shields (Athabasca): Madame le Président, je soulève une question urgente aux termes de l'article 43 du Règlement. Étant donné que 3,000 éleveurs de l'Ouest attendent encore une réponse définitive à leur demande aux termes du programme d'aide à l'entretien des troupeaux, et que nombre de ceux qui ont été durement éprouvés l'an dernier par les mauvaises récoltes fourragères le sont encore davantage cette année, je propose, appuyé par le député de Kindersley-Lloydminster (M. McKnight):

Que le ministre de l'Agriculture, le ministre de l'Expansion économique régionale et les ministres responsables respectivement de la Saskatchewan et de l'Alberta à l'autre endroit s'entendent pour qu'au moins un d'entre eux accepte de voir à ce que le programme d'aide à l'entretien des troupeaux soit mené à terme et que les dispositions voulues soient prises pour en prolonger l'application d'un an.

Mme le Président: La Chambre accorde-t-elle son consentement unanime à cette motion?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

* * *

LES RELATIONS NORD-SUD

FÉLICITATIONS AU CHANCELIER DE L'ALLEMAGNE DE L'OUEST POUR SES POLITIQUES—RECURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

M. Jesse P. Flis (Parkdale-High Park): Madame le Président, j'invoque l'article 43 du Règlement au sujet d'une affaire d'une pressante nécessité. Ces dernières années, le chancelier de l'Allemagne occidentale, M. Helmut Schmidt, qui arrive à Ottawa ce soir, a dû faire l'impossible pour respecter son engagement d'assurer la sécurité européenne par l'intermédiaire de l'OTAN. De plus, comme M. Schmidt représente un pays sans lequel ni le Traité de l'Atlantique Nord ni la Communauté économique européenne ne pourraient exister, je propose, appuyé par le député de Portneuf (M. Dion):

Que la Chambre remercie et félicite le chancelier de défendre la position suivant laquelle la sécurité repose sur deux bases essentielles, l'une étant la force militaire et l'autre la paix sociale, laquelle ne peut être réalisée que grâce à un partage équitable du fardeau de l'austérité.

Mme le Président: Y a-t-il consentement unanime à l'égard de cette motion?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

* * *

LA COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ

ON DEMANDE LA DÉMISSION DU MINISTRE—RECURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

M. Bill McKnight (Kindersley-Lloydminster): Madame le Président, j'invoque l'article 43 du Règlement au sujet d'une affaire urgente et d'une pressante nécessité pour les producteurs relevant de la Commission canadienne du blé. J'espère que le ministre concerné se montrera coopératif. Étant donné

Questions orales

que l'adjoint du ministre des Transports (M. Pepin) a annoncé hier à l'autre endroit que le prix initial du blé de printemps et du blé durum serait réduit respectivement de 60c. et de \$1.75 le boisseau par rapport au prix initial ajusté que touchaient les producteurs l'an dernier, je propose, appuyé par le représentant de Portage-Marquette (M. Mayer):

Compte tenu de ce qui semble être une escroquerie délibérée de la part de l'adjoint du ministre des Transports à l'autre endroit, que la Chambre ordonne à ce dernier d'assumer ses responsabilités et de congédier sans délai son collaborateur.

Mme le Président: Cette motion recueille-t-elle le consentement unanime?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

● (1415)

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LE PROGRAMME ÉNERGÉTIQUE NATIONAL

LES PRÉOCCUPATIONS DU DÉLÉGUÉ COMMERCIAL DES ÉTATS-UNIS

M. John Thomson (Calgary-Sud): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre d'État chargé du Commerce. Pour la première fois hier, un membre du cabinet américain a exposé au nom du gouvernement américain ce que celui-ci considère comme des politiques discriminatoires du gouvernement canadien, notamment le Programme énergétique national. Le délégué commercial spécial des États-Unis, William Brock, a déclaré ces derniers jours que le gouvernement américain voyait dans les récentes politiques canadiennes une atteinte à nos accords bilatéraux. Le ministre est sans doute au courant des préoccupations qu'ont exprimées d'autres grands partenaires commerciaux du Canada. Ces préoccupations...

Des voix: Règlement!

Mme le Président: A l'ordre, je vous prie. Le député sait qu'il n'est pas censé faire des citations aussi longues lorsqu'il pose une question. Je lui demande donc de poser directement sa question.

M. Thomson: Madame le Président, la question que je veux poser au ministre est la suivante: Le ministre a-t-il discuté de ces préoccupations avec M. Brock? Dans l'affirmative, le ministre pourrait-il dire à la Chambre quelles mesures il a prises pour s'assurer que les exportations canadiennes ne subissent pas le contrecoup des aspects discriminatoires du Programme énergétique national?

L'hon. Ed Lumley (ministre d'État (Commerce)): Madame le Président, je n'ai pas eu l'occasion de lire intégralement les déclarations de l'ambassadeur Brock. J'ai téléphoné aujourd'hui au poste CTV, à Washington, et l'on m'envoie une copie de l'extrait de film. Ce matin, j'ai tenté d'appeler l'ambassadeur Brock afin de discuter de la situation avec lui. Nous espérons pouvoir nous entretenir avec lui d'ici quinze jours.